

PRÉFÈTE DE LA SARTHE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire*

Unité Départementale de la Sarthe

Nos réf.: FXD/MLM N° 145.16
Vos réf. votre transmission du 18 décembre 2015
(affaire suivie par Estelle TOUCHARD)
Affaire suivie par François-Xavier DUBAN *FXD*
francois-xavier.duban@developpement-durable.gouv.fr

Le Mans, le 29 février 2016

**La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

à

**Madame la Préfète de la Sarthe
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'utilité publique**

Objet: Installations classées pour la protection de l'environnement
Les vents de Nord Sarthe – Communes de René et Thoiré-sous-Contensor.
Demande d'autorisation d'exploiter une nouvelle installation

Je vous prie de trouver ci-joint, en vue de leur présentation en commission départementale de la nature, des sites et des paysages, un rapport de l'inspection des installations classées et un projet d'arrêté concernant l'affaire citée en objet. Ces versions abrogent les versions précédentes, datées du 16/02/16.

**Pour la Directrice et par délégation,
Le Chef de l'Unité Départementale de la Sarthe,**



Gilles LEDOUX

PRÉFÈTE DE LA SARTHE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

Le Mans, le 29 février 2016

Unité départementale de la Sarthe

Nos réf : FXD/145.16
Affaire suivie par François-Xavier DUBAN
francois-xavier.duban@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02 72 16 42 20 - Fax. 02 72 16 42 21

RAPPORT DE L'INSPECTION

Société : Les vents de Nord Sarthe Communes : René et Thoiré sous Contensor Numéro S3IC : 7598	
Date du dépôt du dossier de demande par l'exploitant : 27 juin 2014 Dossier complété le : 25 février 2015	
Portée de la demande : <input checked="" type="checkbox"/> Nouveau projet (établissement nouveau) <input type="checkbox"/> Extension <input type="checkbox"/> Régularisation	
Situation de l'établissement : <input checked="" type="checkbox"/> En construction <input type="checkbox"/> En fonctionnement	
Régime actuel de l'établissement (si en fonctionnement) : <input type="checkbox"/> Seveso AS <input type="checkbox"/> A, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> DC / D <input type="checkbox"/> Non classé Priorités d'actions : <input type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (EPN) <input type="checkbox"/> Établissement à suivi renforcé régional (ESR) <input type="checkbox"/> Autre	Régime futur de l'établissement : <input type="checkbox"/> Seveso AS <input checked="" type="checkbox"/> A, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB

1. Présentation synthétique du dossier du demandeur

La demande est datée du 20 juin 2014 et porte sur la réalisation d'un champ éolien sur le territoire des communes de **René** et de **Thoiré-sous-Contensor**. Des compléments ont été apportés le 25 février 2015.

Elle est effectuée par la Société par Action Simplifiée (SAS) « Les Vents de Nord Sarthe » qui est une filiale à 100% de la société ABO Wind France depuis le 13 avril 2014. Son siège social est situé 2 rue du Libre Echange à 31500 TOULOUSE.

ABO Wind est elle-même filiale à 100 % du groupe allemand ABO WIND AG qui réalise un chiffre d'affaires annuel de près de 90 M€ principalement en Allemagne et en France où le groupe possède de nombreuses références.

Le développement du projet a été réalisé par la société KDE Energy pour le compte de la société « Les Vents du Nord Sarthe ». L'objectif d'ABO Wind est la construction du parc et de céder à terme la « Société des Vents de Nord Sarthe » à un tiers qui sera l'exploitant du parc.

La société ABO Wind France possède les **garanties techniques et financières** pour mener son projet à terme, au travers de ses ressources propres et des ressources du groupe.

1. Le projet et ses caractéristiques

Le projet comporte 5 éoliennes de caractéristiques suivantes :

- hauteur totale = 148,5 m
- hauteur du moyeu = 100 m
- longueur des pales = 48,5 m mesurée depuis le centre du rotor
- puissance unitaire = 2 MW

Chaque éolienne est installée sur une fondation en béton armé qui est recouverte de terre et de matériaux.

Les générateurs sont reliés à un poste de livraison par des câbles électriques enterrés. Le poste de livraison, bâtiment parallélépipédique est positionné à proximité de l'éolienne nommée E2.

Des câbles enterrés relient le poste de livraison jusqu'au poste source de transformation où l'électricité produite doit-être injectée dans le réseau ERDF. Le raccordement au réseau est placé sous la maîtrise d'œuvre de ERDF. Il doit emprunter une ligne souterraine dont le tracé n'est pas encore déterminé, mais en général, elle reste sur le domaine public.

Il n'est pas prévu de clôture autour des machines.

Seules des liaisons souterraines électriques et de télécommunication sont présentes sur le site. Il n'y a pas de connexion au réseau d'eau.

L'accès au site éolien est prévu à partir des routes départementales et par des voies communales qui feront l'objet d'un renforcement et d'un calibrage adapté pour le passage des camions au moment de la construction.

Les machines sont **surveillées et pilotées à distance** par télécommunication par un centre de télésurveillance. En cas d'arrêt déclenché par des capteurs de sécurité, une intervention d'une équipe de maintenance est nécessaire pour examiner et traiter l'origine du défaut, puis acquitter l'alarme.

La localisation des éoliennes est donnée dans le tableau 1 ci-après.

Installation	Coordonnées Lambert II étendu		Commune	Parcelles
	X	Y		
E 1	442 464	2 368 926	Thoiré sous Contensor	ZA 31
E 2	442 191	2 369 052	Thoiré sous Contensor	ZA 18b
E 3	441 780	2 368 382	René	ZB 5
E4	441 583	2 368 654	Thoiré sous Contensor	ZA 5
E 5	441 412	2 368 095	René	ZB 13

Tableau 1 : localisation des éoliennes

2. Le site d'implantation et ses caractéristiques

Le site se trouve sur les communes de René et de Thoiré-sous-Contensor, en zone rurale non boisée. Les habitations sont situées à plus de 500 m des éoliennes.

Seules des voies communales passent à proximité du site. Le projet se situe dans une zone favorable à l'éolien du Schéma Régional de l'Eolien des Pays de la Loire, en dehors de ZNIEFF et de Zone Natura 2000. Le Parc Naturel Régional Normandie Maine se trouve à 3,5 km au Nord.

Un parc éolien est en exploitation sur les communes de Piacé, Juillé et Vivoin, à 6 km environ du projet, un autre parc a été autorisé sur les communes de Cherisay, Béthon et Champfleur, à plus de 10 km.

La zone n'est concernée par **aucune servitude** civile ou militaire aéronautique ou de radar.

3. Les droits fonciers

Les propriétaires des terrains où doivent être implantées les éoliennes ont signé un accord avec le porteur de projet.

2. Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50m	5 aérogénérateurs dont la hauteur de mât est de 100m et 148,50 m de hauteur en bout de pale	A	6 km	d

* Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

La portée de la demande concerne les installations repérées (c) et (d).

Les communes concernées par le rayon d'affichage figurent sur la carte de la page 11 du « dossier administratif » : Thoiré-sous-Contensor, René, Juillé, Ancinnes, Chérancé, Coulombier, Courgains, Dangeul, Doucelles, Grandchamp, Livet-en-Saosnois, Louvigny, Les Mées, Meurcé, Nouans, Piacé, Rouessé-Fontaine, Saint-Calez-en-Saosnois, Saint-Rémy-du-Val, Saosnes, Thoigné, Vivoin.

Les textes réglementaires applicables à ce type d'installation sont les suivants :

- arrêté du 26/08/2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent,
- arrêté du 26/08/2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté du 29/09/2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- circulaire du 10/05/2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.

3. Prévention des risques chroniques et des nuisances

1. *Prévention des rejets atmosphériques*

L'activité n'est pas à l'origine d'émission à l'atmosphère.

2. *Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques et prévention de la pollution des sols*

L'exploitation n'est pas source d'impact sur les eaux de surface ou souterraines durant la phase d'exploitation. Une atteinte ne peut résulter que d'une pollution générée par les opérations de maintenance (mauvaise manipulation) et ne pourrait être que très ponctuelle. L'ensemble des fluides potentiellement polluants se trouvent à l'intérieur des mâts ou des nacelles étanches. En cas de problème, le système de surveillance automatique préviendrait les techniciens.

Les principaux impacts prévus sont la conséquence de la phase de travaux, notamment des terrassements nécessaires à la réalisation des plate-formes, accès, tranchées et fondations. Ces travaux peuvent générer, sur une période de 6 mois, des pollutions par entraînement de matériaux par les eaux pluviales ou écoulement d'hydrocarbures des engins utilisés.

L'entretien des véhicules de chantier sera réalisé sur une aire étanche sur le chantier ou dans des installations extérieures. Les produits polluants seront stockés sur rétention.

La surface décapée représentera environ 2 ha au total pour les 5 éoliennes auxquels il faut ajouter 8500 m² de tranchées. Un soin particulier sera apporté à séparer et stocker à part les terres végétales réutilisables en réaménagement des stériles sous-jacents.

L'impact potentiel du projet sur l'eau et les sols est donc limité et temporaire.

3. *Production et gestion des déchets*

La production de déchets provient essentiellement des opérations de maintenance. Ils seront éliminés dans des installations autorisées à les recevoir. Des quantités plus importantes de déchets seront générées en phase travaux, ou déchets inertes, ferrailles, huiles de vidange, déchets industriels banals seront éliminés dans les filières autorisées.

4. Prévention des nuisances sonores

L'étude acoustique initialement déposée, datée du 19 septembre 2013, a été mise à jour en février 2015.

Des mesures de niveau sonore ont été réalisées en 9 points proches des habitations. En certains points, les mesures sont influencées par l'activité agricole qui s'y exerce pendant le jour et une activité des oiseaux importante. Les niveaux sont néanmoins faibles le jour (de 34 à 56 dB(A)) et la nuit (de 20 à 50 dB(A)), correspondant à une ambiance rurale calme.

La simulation des niveaux sonores atteints lorsque les éoliennes sont en fonctionnement montre que les émergences réglementaires de l'arrêté du 26 août 2011 sont généralement respectées en période diurne, mais qu'une adaptation du mode de fonctionnement est nécessaire la nuit. L'adaptation consiste à **réduire le fonctionnement des éoliennes, jusqu'à l'arrêt des machines dans certaines situations.**

5. Évaluation des risques sanitaires

D'après le dossier, il est présenté que les mesures réalisées par le CRIREM, Centre de Recherche et d'Information sur les Rayonnements Électromagnétiques, sur des parcs éoliens indiquent des valeurs proches de 0,6 μ T à 1 m du pied d'une éolienne, qui devient nulle à 20 m de celle-ci. Au niveau du poste de livraison, le champ atteint 0,03 μ T jusqu'à 3 m, puis devient nul à partir de 5 m. La réglementation impose que le champ électromagnétique soit inférieur à 100 μ T.

Le masquage périodique de la lumière du soleil par le mouvement des pales a été évalué à 23 heures 30 minutes environ par an au maximum, et à 25 minutes par jour pour les maisons les plus exposées à ce phénomène. Cette valeur est inférieure au seuil de 30 heures par an, et 30 minutes par jour figurant à l'article 5 de l'arrêté du 26 août 2011 pour une éolienne située à moins de 250 m d'un bâtiment à usage de bureau, situation que l'on ne trouve pas dans ce projet.

6. Faune, flore

La zone d'implantation du projet est située en **plaine cultivée complètement ouverte**. La typologie des habitats se caractérise par des prairies mésophiles pâturées par des bovins et des cultures. Il existe quelques **reliques de haies** composées d'arbustes. Un **chêne pédonculé isolé** a été localisé en bordure nord-est du périmètre. Quelques chemins sillonnent l'aire d'étude, sur lesquels un cortège caractéristique des sols tassés se développent. La zone présente des habitats peu sensibles. Le maillage de haies est quasiment inexistant certainement du fait des remembrements successifs.

Les machines et les chemins d'accès ne concernent aucune zone humide. La zone n'abrite pas une flore protégée.

Le site du projet est situé :

- en dehors de zone d'inventaire, la plus proche étant à 1,6 km (ZNIEFF de type 1 « pelouses, talus et fossés de bords de route ou de chemins »)
- en dehors de zone NATURA 2000, la plus proche étant à 3,5 km (SIC « vallée du Rutin, coteau de Chaumiton, étang de Saosne et forêt de Perseigne »).

Compte tenu de l'éloignement et de la nature du projet, l'étude d'incidence Natura 2000 présente dans le dossier démontre que l'implantation des éoliennes ne remettra pas en question les objectifs de conservation de ces sites.

Les **enjeux faunistiques** se situent au niveau de l'**avifaune et des chiroptères**.

L'analyse des impacts sur l'**avifaune** fait apparaître un risque faible à modéré pour la plupart des groupes d'oiseaux aux différentes périodes de migration, d'hivernage et de nidification.

Néanmoins, l'intérêt patrimonial de l'avifaune est avéré au sein de la zone d'étude, avec la présence d'espèces protégées, rares et/ou menacées. Plusieurs espèces nicheuses inventoriées sont inscrites sur la liste rouge régionale : *Alouette des champs*, *Bruant jaune*, *Linotte mélodieuse*, *Œdicnème Criard* et *Bruant proyer*. Ces deux dernières espèces possèdent un niveau de priorité élevé pour la mise en place d'actions au niveau régional. L'*Œdicnème Criard* est inscrite à l'annexe 1 de la Directive Oiseaux mais seul un couple a été identifié et sa nidification n'a pas été prouvée.

De ce fait, quelques secteurs présentent une **sensibilité assez forte** : le boisement de feuillus au nord et les quelques haies et friches arborées.

Le projet présenté est un projet de **moindre impact**, les éoliennes ayant été éloignées des structures paysagères.

Comme il n'apparaît pas opportun de créer localement une zone dédiée à la faune avicole nicheuse des zones agricoles ouvertes, la société « Les Vents de Nord Sarthe », s'engage à titre **compensatoire** de planter et entretenir, pendant tout le temps d'exploitation des éoliennes, au moins 200 m de haies en secteur agricole sur le territoire des communes concernées par le projet.

Lors des travaux de construction, le **dérangement** peut être facilement évité en effectuant les travaux en dehors de la période de reproduction des espèces concernées. Cela concerne surtout l'*Œdicnème Criard* présent en reproduction sur les zones de culture. Les travaux seront donc réalisés **entre juillet et mars**.

L'impact lié à l'**effet épouvantail** est faible pour la plupart des espèces nicheuses sauf pour une dizaine de couples qui seraient concernés par les implantations : *Linotte mélodieuse*, *Fauvette grise*, *Perdrix grise* et *Alouette des champs*. Cela reste marginal au regard des populations présentes en Sarthe. En période de migration et d'hivernage, cet impact est considéré comme moyen/faible pour le Vanneau huppé, le *Pluvier doré* (espèces patrimoniales).

L'impact lié à l'**effet barrière** est considéré comme faible du fait des espèces concernées, hormis pour les rapaces qui se déplacent à la recherche de terrains de chasse. L'implantation du parc est globalement parallèle à la direction principale de migration observée sur le site ce qui présente un effet barrière minime pour l'avifaune migratrice.

La **collision directe** lors de la mise en service des éoliennes est le facteur de risque majeur. Les espèces les plus concernées par ce risque sont les rapaces et les columbidés mais ces espèces sont bien représentées dans le secteur. En période de migration, ce sont les passereaux, volant à faible altitude, qui seront les plus impactés. Pour les espèces de passereaux contactées sur le site, l'impact sera globalement faible au regard des populations migrant par la Sarthe. En période d'hivernage, il est envisagé une mortalité moyennement élevée pour l'*Alouette des champs* et le *Pipit farlouse* sans impact néanmoins pour les populations.

Un **suivi de la mortalité** des oiseaux sera mené en parallèle de celui qui est proposé pour les chiroptères de manière à déterminer l'impact réel de l'implantation des éoliennes, déterminer les périodes à risque pour l'avifaune et, en cas de mortalité significative, prendre les mesures pour limiter cet impact. Le suivi est prévu annuellement pendant 3 ans à compter de la mise en service des éoliennes, puis tous les 7 ans. Un protocole est proposé dans le dossier.

Globalement, les impacts sur l'avifaune peuvent être considérés comme faibles mais une incidence moyennement élevée est signalée sur certains groupes d'oiseaux, essentiellement des oiseaux nicheurs des milieux agricoles.

Avec un indice général de 96 contacts par heure, le terrain se révèle assez fréquenté par les **chauves souris** en considérant le contexte de plaine cultivée ouverte. Au niveau des structures arborées l'activité est nettement plus forte que dans les espaces ouverts. La *Pipistrelle commune* est majoritairement présente, toutefois, sur les 8 espèces contactées, 2 espèces d'intérêt patrimonial ont été détectées : le *Grand Murin* et la *Barbatelle d'Europe*.

Comme pour l'avifaune, les principaux impacts attendus pour ces espèces sont : la collision avec les pales, l'effet barrière limitant les corridors de vol et la perte d'espaces de chasse. S'ajoutent les émissions d'ultrasons perturbant le sonar des chauves-souris.

Selon l'étude « chiroptères » jointe à l'étude d'impact, les **risques de collision et d'effet barrière** sont importants pour la majorité des espèces et notamment lors de hauts vols. Les risques de perte d'espace de chasse et d'atteinte au milieu sont jugés présents mais contenus. Les **risques de destruction de gîtes et de perturbations ultrasonores** sont considérés en revanche comme minimes.

L'analyse fournie montre que la distance d'éloignement des machines vis-à-vis des structures arborées est satisfaisante sauf pour les éoliennes E1 et E4, situées à 150 m environ, qui ne présenteraient néanmoins qu'un impact faible à modéré sur les chiroptères. Des précisions ont été apportées dans les compléments du 25 février 2015, sur l'éloignement des éoliennes E1, E2 et E4 par rapport à leur zone de chasse.

La société propose de réaliser un suivi annuel des mortalités sur 3 ans à compter de la mise en service des éoliennes. Au terme de la période d'observation, des mesures réductrices seront prises : arrêt des éoliennes en période planifiée et en période nocturne. Un protocole de suivi est proposé dans le dossier.

Au titre des mesures compensatoires, la société « Les Vents du Nord Sarthe » s'engage à participer à des mesures de protection de gîtes à chiroptères.

7. Patrimoine culturel et paysages

Les caractéristiques paysagères de l'aire d'étude sont marquées par un paysage très ouvert, avec des vues lointaines orientées soit vers le massif de la forêt de Perseigne située au nord, soit vers les paysages de la Vallée de la Sarthe, plus au sud. Les paysages sont variés avec des portions très étendues et vastes et d'autres portions de territoire très intimistes.

Ce paysage, vaste et ouvert, procure des perceptions assez larges et profondes. Sa perception à grande échelle facilite une bonne inscription du parc éolien dans le site.

L'aire d'étude est concernée par le parc éolien de Juillé, Piacé, Vivoin et le projet de Cherisay, Champfleur, Béthon.

L'étude paysagère rend compte de l'analyse, sur la base de 5 simulations paysagères, de 3 variantes comportant 10, puis 6, puis 5 éoliennes sur différents secteurs de l'ancienne ZDE. La variante retenue, avec 5 éoliennes est présentée comme celle de moindre impact au plan paysager, notamment vis-à-vis de l'église de René.

À partir de là, une analyse des impacts visuels est présentée :

- sur les paysages observés à partir des axes de circulation (13 vues) ;
- sur les paysages observés depuis les entrées et sortie de bourg (12 vues) ;
- sur les paysages observés depuis les hameaux situés à moins de 2 km du projet (8 vues) ;
- sur les monuments historiques inscrits ou classés (38 monuments regardés).

Une étude spécifique a été réalisée sur les covisibilités vis-à-vis de l'église de René et la visibilité depuis le parvis de cette église. Une tierce expertise et une simulation en vraie grandeur le 19 février 2015 en présence de l'inspection, du STAP et du Maire de René ont permis de confirmer les conclusions de cette étude.

Par ailleurs, l'exploitant a pris en compte les remarques faites par le paysagiste de la DREAL lors d'une réunion le 10 septembre 2014 ; l'étude paysagère, datée de septembre 2013, déposée initialement a été corrigée dans sa version de février 2015.

Des analyses sur les risques de **saturation visuelle** et des **effets cumulés** avec les projets voisins ont été réalisées.

Ces photomontages ne font pas apparaître d'impacts paysagers ou de covisibilités qui ne seraient pas acceptables.

Depuis les axes routiers, le porteur de projet estime qu'il n'y a pas de saturation visuelle du paysage, et que l'ensemble est en cohérence avec l'échelle du paysage et des éléments qui le constitue.

À aucun moment, à l'entrée et à la sortie des bourgs, l'horizon est entièrement investi par les éoliennes.

Pour les vues proches, l'espacement entre les machines crée des fenêtres libres sur le paysage.

Avec les photomontages présentés dans le dossier, le porteur de projet tend à démontrer qu'il n'y a pas de covisibilité avec le patrimoine architectural identifié dans la zone d'étude, parce que la végétation ou le relief jouent un rôle de masque.

La covisibilité avec le clocher de l'église de René existe néanmoins à l'entrée du bourg par la départementale 67, rapidement effacée par les premières maisons. Pour réduire la covisibilité de l'éolienne avec le clocher de l'église de René à l'entrée du Bourg par la D67, la société « Les Vents de Nord Sarthe » se propose de densifier la haie existante sur une distance d'environ 80 m. Cette haie sera doublée d'une haie mixte d'arbres et d'arbustes.

Le projet est visible en certains points de l'enceinte féodale de Bourg le Roi. La motte féodale, dont l'accès est interdit pour des raisons de sécurité, masque les éoliennes.

L'analyse de la saturation visuelle a été menée selon la méthode préconisée par la région Centre. Elle porte à la fois sur les éoliennes du projet, du parc éolien de Juillé, Piacé, Vivoin et de celui de Chersay, Champfleur, Béthon. Cette approche conclut qu'il n'y aura pas de saturation visuelle.

L'analyse des effets cumulés avec le parc de Chersay, Champfleur et Béthon n'a pas été pris en compte, car situé en dehors du périmètre éloigné, et, compte tenu de la topographie et du couvert végétal, il ne sera pas visible.

L'étude indique par ailleurs qu'il n'existe pas de conflit visuel entre le projet et le parc de Juillé, Piacé, Vivoin. Les photomontages mettent en évidence l'absence d'effets cumulés sur le paysage.

8. Évaluation des impacts cumulés avec d'autres projets

2 parcs éoliens sont installés ou en projet dans un rayon de 10 km autour du projet : Piacé, Juillé, Vivoin (6 éoliennes) à 5,6 km au sud-est et Béthon, Champfleur, Chersay (4 éoliennes) au nord-ouest en limite de l'aire d'étude éloignée (10,2 km).

L'implantation des cinq éoliennes des Vents du Nord Sarthe ne devrait pas engendrer **d'effets cumulatifs** sur l'avifaune. L'impact devrait être modéré pour les populations d'oiseaux migrateurs, même si le parc de Piacé, Juillé, Vivoin et des Vents du Nord Sarthe font apparaître un cumul des obstacles puisqu'ils sont placés en continuité dans l'axe de déplacement des oiseaux. Néanmoins, ils sont à près de 6 km de distance et sont implantés de manière parallèle aux flux migratoires. En période d'hivernage, seules les espèces à grand rayon d'action (rapaces diurnes) pourrait être affectées mais leur effectif est faible. Pour les chiroptères, les effets cumulatifs sont considérés comme négligeables.

L'impact cumulé sur le paysage a été évoqué ci-dessus.

9. La notice d'hygiène et de sécurité du personnel

Les mesures spécifiques aux interventions sur les éoliennes comprennent la prévention et la protection contre le risque de chute de hauteur, contre le risque de chute d'objet, et contre les risques électriques.

Le personnel intervenant est formé aux procédures spécifiques. Un équipement adéquat est mis à sa disposition.

10. Les conditions de remise en état

La remise en état en fin d'exploitation doit permettre de rendre les terrains à l'agriculture. Elle comprend le démantèlement et l'enlèvement des éoliennes et des câbles, l'excavation des fondations et le comblement avec des terres, l'enlèvement des plate-formes et des chemins (sauf si les propriétaires des terrains souhaitent leur maintien en l'état).

Les modalités ont été portées à la connaissance des propriétaires des terrains qui les ont acceptées.

Les maires de René et de Thoiré sous Contensor ont émis un avis favorable sur la remise en état le 21 octobre 2013 et le 14 octobre 2013.

11. Les garanties financières

Les garanties financières prévues par l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution de garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sont mises en place par l'exploitant. Le montant s'élève à 250 000 € pour l'ensemble des 5 éoliennes et du poste de raccordement. Cette somme est actualisée selon les modalités prévues dans l'arrêté du 26 août 2011.

4. Prévention des risques accidentels

L'exploitant a produit une étude des dangers réalisée sur le modèle du « Guide Technique : élaboration de l'étude des dangers dans le cadre des parcs éoliens » validé en juin 2012 par la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) du ministère de l'écologie.

L'étude des dangers comporte une analyse préliminaire des risques. Les scénarios retenus comme majeurs font ensuite l'objet d'une analyse détaillée des risques pour vérifier l'acceptabilité des risques par caractérisation des scénarios en termes de cinétique, intensité, gravité.

1. Description des installations et caractérisation de l'environnement

Les machines sont implantées en zone rurale à 500 m de la plus proche habitation, en dehors de zone inondable. Il n'y a pas de ligne aérienne et souterraine pour le transport de l'électricité et la téléphonie, en dehors des équipements propres au projet. L'indice de sismicité est de 2, soit une valeur faible. La densité de foudroiement est inférieure à la moyenne nationale.

Un système de sécurité par machine permet l'arrêt d'urgence automatique sans intervention du poste d'exploitation en cas de dysfonctionnement sur la machine, ou dans le cas où certaines conditions climatiques sont en dehors des paramètres de fonctionnement de la machine. La vitesse de rotation est régulée par le pivotement des pales autour de leurs axes pour adapter la surface motrice. L'arrêt de la rotation est provoqué par la mise en drapeau des pales, avec éventuellement le déclenchement d'un frein hydraulique.

Des interventions de maintenance préventive sont réalisées périodiquement.

Les éoliennes sont munies d'un système de protection contre la foudre.

L'analyse de l'accidentologie menée par l'exploitant conclut que les accidents les plus fréquents sont :

- la rupture de pale (39 %),
- l'effondrement de l'éolienne (30 %),
- l'incendie (17 %),

et que les causes les plus fréquentes sont les conditions météorologiques.

L'exploitant a mis en œuvre les moyens de protection et de prévention suivants pour supprimer ou réduire les accidents :

- Chute d'éléments (dont la glace) et de nacelle
 - Pose de panneaux prévenant de ce type de dangers
 - Contrôle périodique de maintenance
 - Système de détection du givre
- Effondrement de l'éolienne
 - Étude préalable de sol adaptée
 - Calcul des fondations selon les normes en vigueur
 - Contrôle des calculs et des travaux
 - Déclaration de conformité selon normes en vigueur
 - Contrôle régulier des assemblages
- Incendie
 - Capteurs de température et de fumée avec alarmes
 - Vérification périodique des organes de sécurité
 - Protection foudre, mise à la terre
 - Consignes et procédures
- Collision
 - Luminaire d'aviation sur chaque turbine
- Projection de pale : maîtrise de la survitesse
 - Capteur de vitesse sur le moyeu et sur le générateur provoquant l'arrêt par la mise en drapeau des pales
 - Arrêt du rotor par le système de sécurité

Concernant l'aléa retrait gonflement des argiles, l'exploitant a apporté un complément en février 2015 indiquant un zonage en aléa faible qui sera confirmé ou infirmé et pris en compte dans la phase de travaux.

2. Caractérisation des différents phénomènes et accidents, tenant compte des mesures de prévention et de protection

Les 5 scénarios étudiés dans l'étude détaillée des risques sont : la projection de tout ou partie de pale, l'effondrement de l'éolienne, la chute d'éléments de l'éolienne, la chute de glace et la projection de glace.

En raison de l'implantation des machines, il n'a pas été reconnu d'effet domino particulier.

L'exploitant a étudié pour chaque phénomène dangereux retenu, son intensité, sa probabilité, sa cinétique et sa gravité au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Il a hiérarchisé ces phénomènes à l'aide de la matrice gravité-probabilité (dite « matrice MMR ») définie dans la circulaire du 10 mai 2010.

Au final, les accidents majeurs pouvant affecter des personnes à l'extérieur du site, en tenant compte des mesures de maîtrise des risques, sont ainsi positionnés dans la matrice gravité-probabilité :

Gravité des conséquences	Probabilité (tenant compte des mesures de maîtrise des risques)				
	E	D	C	B	A
Désastreux					
Catastrophique					
Important					
Sérieux		Projection d'éléments Effondrement de l'éolienne		Projection de glace	
Modéré			Chute d'éléments de l'éolienne		Chute de glace

Il n'y a pas de phénomène en zone de risque inacceptable (zone rouge).

Deux phénomènes sont classés en zone intermédiaire (zone jaune), la chute et la projection de glace, ce qui signifie que l'exploitant doit analyser toutes les mesures de maîtrise du risque envisageables dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus en termes de sécurité. Ici, les éoliennes sont équipées d'un système de détection de présence de glace qui empêche le démarrage ou arrête l'éolienne.

Deux phénomènes sont classés en zone de risque acceptable (zone verte).

Les scénarios sont donc considérés à risque faible ou très faible et acceptable.

5. Avis de l'Autorité environnementale

L'avis de l'Autorité environnementale a été rendu le 19 mai 2015. Les enjeux majeurs qui ont été considérés concernaient l'insertion paysagère du projet et ses impacts sur la faune et la flore.

• Avifaune

S'agissant de l'avifaune, un enjeu fort de préservation existe à l'endroit de deux habitats : les plaines cultivées et les éléments bocagers. Afin de ne pas regrouper les oiseaux sur un secteur à risque, il n'apparaît pas opportun au pétitionnaire de créer, localement, une zone dédiée à la faune avicole nicheuse des zones agricoles ouvertes au sein de la zone d'implantation. À titre compensatoire, il propose une **aide financière destinée aux organismes compétents termes de gestion des milieux naturels** (Conservatoire régional des espaces naturels) afin d'aider à la sauvegarde durable d'une zone remarquable d'un point de vue biologique et notamment pour l'avifaune. Cet engagement, très général, se traduit par l'allocation d'un budget destiné à l'acquisition ultérieure de parcelles pour une surface d'environ 2 ha, situées en Sarthe. Cependant le dossier renvoie à une phase ultérieure cette action, notamment la définition de zones de préemption avant la construction du parc. Afin de s'assurer de l'intérêt biologique, **le pétitionnaire s'engage également à financer un inventaire biologique, notamment de l'avifaune, sur les parcelles acquises.**

• Chiroptères

S'agissant des chiroptères, les principaux impacts attendus sont la collision avec les pales, l'effet barrière limitant les corridors de vol et la perte d'espaces de chasse. S'ajoutent les émissions d'ultrasons perturbant le sonar des chauves-souris.

Pour ce qui concerne le projet, les éoliennes **E1 et E4 se situent en-deçà de la distance minimale préconisée** par la Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFEPM) et l'accord sur la conservation des chauves-souris en Europe (EUROBATS) égale à la hauteur de l'éolienne rapportée au sol plus 50 m au minimum et 100 m dans l'idéal. **Pour l'éolienne E1, un corridor est très proche.** De même, l'éolienne **E2 se trouve entre les deux zones de chasse les plus fréquentées du secteur.** Le pétitionnaire estime cet impact modéré et localisé. Le dossier renvoie donc à la phase d'exploitation la mesure de l'impact de ces deux machines. En cas d'incidences, il est précisé qu'il « sera opportun de mettre en place une mesure réductrice adaptée ciblant les machines E1 à E4 ».

Le pétitionnaire propose ainsi de réaliser un **suivi de la mortalité sur 3 ans** à compter de la mise en service des éoliennes. Au terme de la période d'observation, des mesures réductrices seront prises : arrêt des éoliennes en période planifiée et en période nocturne. Un protocole de suivi est proposé dans le dossier.

Le pétitionnaire s'engage également à participer à des **mesures de protection et/ou d'aménagements sur des gîtes de reproduction ou d'hivernage connus** en collaboration avec des gestionnaires potentiels, administrations ou associations. **Comme pour l'avifaune, une aide financière (estimée à 6000 €) est proposée** dans cette optique.

- Analyse des effets cumulés

L'implantation de 5 éoliennes des Vents du Nord-Sarthe s'ajoutent au parc de six éoliennes en fonctionnement de Juillé-Paice-Vivoin. L'impact des effets cumulés est jugé comme modéré. Il apparaît en effet un cumul des obstacles puisqu'ils sont placés en continuité dans l'axe de déplacement des oiseaux. Néanmoins, ils sont distants d'environ 6 km et parallèles aux flux migratoires. En période d'hivernage, seules les espèces à grand rayon d'action (rapaces diurnes) pourraient être affectées mais leur effectif est faible. Pour les chiroptères, les effets cumulatifs sont considérés comme négligeables.

D'autre part, l'analyse n'a pas pris en compte les effets cumulés avec le parc de Cherisay-Champfleur-Béthon dont la mise en fonctionnement est prévue en 2018. En raison de l'implantation de ce parc en dehors du périmètre éloigné et de la topographie du couvert végétal, il ne sera pas visible depuis la zone d'implantation du projet.

- Paysage

Les caractéristiques paysagères de l'aire d'étude sont marquées par un paysage très ouvert, avec des vues lointaines orientées soit vers le massif de la forêt de Perseigne située au Nord, soit vers les paysages de la Vallée de la Sarthe, soit vers les paysages de la vallée de la Sarthe, plus au Sud.

Une covisibilité avec le clocher de l'église de René existe à l'entrée du bourg par la route départementale 67 mais est effacée rapidement par les premières maisons. Une étude spécifique a donc été réalisée sur les covisibilités avec l'église et sur la visibilité depuis le parvis de cette église. Une tierce expertise et une simulation réalisée le 19 février 2015 (ballon sonde), en présence notamment du maire de René, du Service territorial d'architecture et du patrimoine (STAP) de la Sarthe et de l'Inspection des installations classées, ont confirmé l'existence des covisibilités et visibilité. Afin de réduire ces impacts, le pétitionnaire a proposé de **densifier la haie existante sur une distance d'environ 80 m. Cette haie sera doublée d'une haie mixte d'arbres et arbustes.**

Le projet est par ailleurs visible en certains points de l'enceinte féodale de Bourg-le-Roi. Cependant, la motte féodale dont l'accès est interdit pour des raisons de sécurité, masque les éoliennes.

- Bruit

La simulation des émissions sonores relatives au projet a été réalisée à l'aide du logiciel Acous PROPA. Elle met en évidence que, sans mesures compensatoires :

- en période diurne, des émergences non conformes seraient relevées dans un des neuf lieux-dits (Contensor), pour des vents de 7 m.s^{-1} de secteur Nord-Est ;
- en période nocturne, des émergences non conformes seraient relevées dans six des neuf lieux-dits (La Picardie, La Colinière, Contensor, Coudroux, La Touche, La Quillerie), pour des vents supérieurs ou égaux à 5 m.s^{-1} selon les conditions météorologiques. En période nocturne, les émergences

simulées apparaissent importantes, notamment pour des vents de 6 à 8 m.s⁻¹ de secteur Nord-Est, atteignant parfois les 15 dB(A).

L'étude montre aussi que le respect des valeurs limites d'émergence au niveau des lieux-dits les plus proches, en périodes nocturne et diurne, peut être obtenu avec **un aménagement du fonctionnement comportant des mesures de bridage voire d'arrêt d'une (ou plusieurs) éolienne(s)**. Les mesures compensatoires sont décrites dans le rapport d'étude acoustique réalisée par la société GAMBA Acoustique.

Conclusion

L'Autorité environnementale (AE) considère que l'étude d'impacts contenue dans le dossier de demande d'autorisation est « d'assez bonne tenue » et qu'elle permet d'appréhender de manière satisfaisante les enjeux liés au projet.

L'AE souligne enfin le fait que **« deux éoliennes se situent à proximité de lisières arborées, en deçà de la zone tampon de 100 m telle que préconisée par les guides méthodologiques »**. Selon elle, le **« pétitionnaire n'a pas retenu un scénario optimal au regard de la préservation des espèces protégées »**.

6. Consultation et enquête publique

1. Avis des services

• Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP) de la Sarthe :

Le STAP souligne l'impact fort du futur projet sur le paysage. Dans un premier temps, il a contesté certaines simulations visuelles réalisées par le pétitionnaire qui ne reflétaient pas, selon ses dires, la hauteur réelle du projet vue depuis les rues et les places de la commune de René. Le STAP a réalisé des simulations contradictoires dans le but de mettre en évidence les rapports d'échelle et les covisibilités du projet de parc éolien avec les halles et l'ancienne boucherie, vue depuis le parvis de l'église.

Le pétitionnaire a répondu aux simulations visuelles réalisées par le STAP et expliqué l'importance de préciser les méthodes et techniques utilisées de manière à pouvoir procéder à une étude comparative juste et objective. Il ressort de son analyse que les divergences entre les simulations visuelles du STAP et du pétitionnaire étaient dues à une différence de focale.

Un test avec ballon a été réalisé, en présence de l'Inspection des installations classées et du STAP, pour matérialiser la hauteur des mâts. Lors de cette simulation « terrain », le STAP a constaté le faible impact du projet sur les monuments environnants. Il a donc émis un **avis favorable** au projet.

• Agence régionale de santé (ARS) – Délégation territoriale de la Sarthe :

L'ARS a noté que la simulation de l'impact sonore du projet, réalisée par le pétitionnaire, mettaient en évidence que, sans mesures compensatoires :

- en période diurne, des émergences non conformes seraient relevées dans un des neuf lieux-dits (Contensor), pour des vents de 7 m.s⁻¹ de secteur Nord-Est ;
- en période nocturne, des émergences non conformes seraient relevées dans six des neuf lieux-dits (La Picardie, La Colinière, Contensor, Coudroux, La Touche, La Quillerie), pour des vents supérieurs ou égaux à 5 m.s⁻¹ selon les conditions météorologiques. En période nocturne, les émergences simulées apparaissent importantes, notamment pour des vents de 6 à 8 m.s⁻¹ de secteur Nord-Est, atteignant parfois les 15 dB(A) ;
- le respect des valeurs limites d'émergence réglementaires au niveau des lieux-dits les plus proches du parc éolien, en périodes diurne et nocturne, peut être obtenu à partir d'un aménagement du fonctionnement comportant des mesures de bridage voire d'arrêt d'une (ou plusieurs) éolienne(s).

Ces mesures compensatoires sont décrites dans le rapport d'étude acoustique effectuée par la société GAMBA Acoustique.

L'ARS souhaite donc que la mise en fonctionnement de ce parc éolien soit conditionnée par la **mise en place de mesures de bridages voire d'arrêt** permettant de respecter les valeurs limites d'émergence réglementaires. L'ARS considère également qu'il conviendra de **prescrire une campagne de mesures acoustiques à la mise en service du parc éolien** afin de valider les résultats de la simulation réalisée par la société GAMBA Acoustique et d'ajuster, le cas échéant, les mesures compensatoires. Cette étude devra notamment comprendre une mesure de bruit en période nocturne au niveau des lieux-dits les plus exposés, programmée si possible en présence de vents moyens (de l'ordre de 6 m.s^{-1}). De même, une mesure sur la période 20H-22H pourrait être exigée, le rapport d'étude mentionnant une baisse des niveaux de bruits résiduels durant cette période et, par conséquent, une plus grande sensibilité au risque de dépassement des valeurs limites d'émergence.

L'ARS émet un **avis favorable** au projet sous réserve de prendre en compte les observations ci-dessus.

- Direction départementale des territoires de la Sarthe (DDT) – Service urbanisme et aménagement (SUA) :

La DDT-SUA relève le fait que, dans l'étude d'incidences Natura 2000, deux éoliennes (E1 et E4) sont trop proches des zones de chasse des chiroptères et que l'éolienne E2 se trouve entre les deux zones de chasse les plus fréquentées de la zone. La seule mesure compensatoire proposée est l'arrêt programmé de E1 et E4. La DDT-SUA préférerait **éloigner l'implantation ces éoliennes ou, à défaut, recréer des zones de nourrissage** plus éloignées et mieux connectées en plantant des arbres aux endroits judicieux et peu contraignants pour l'activité agricole. Ce service considère en outre qu'il aurait été préférable de positionner toutes les éoliennes à une distance supérieure à la distance minimale de 185 m, ce qui n'est pas le cas pour les éoliennes E1 à E4.

Par ailleurs, la DDT-SUA considère que **la fréquence des ½ journées de suivi de mortalité avifaune-chiroptères est insuffisante** et souhaite être associée à l'évaluation des résultats de ce suivi.

En conséquence, ce service estime que le projet doit être revu pour tenir compte des remarques susvisées afin de minimiser les incidences sur les chiroptères.

La DDT-SUA précise en outre qu'il conviendra de tenir compte de l'aléa « retrait gonflement d'argile » (aléa faible ici) lors de la réalisation des fondations des éoliennes.

Pour ce qui concerne les permis de construire déposés par l'exploitant, la DDT-SUA indique que rien ne s'oppose à leur délivrance.

- Conseil général (CG) de la Sarthe – Service aménagement, agriculture et environnement :

- Sport Nature

Le **chemin rural 2 sur la commune de René** (classé au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnées depuis 2010) semble impacté par le projet. Le CG estime qu'il conviendra donc de **veiller à conserver la continuité de ce chemin et son ouverture aux modalités de randonnées** permises par la commune. Le CG indique également qu'il sera bienvenu que le porteur de projet consulte la Mairie quant à la nature du renforcement prévu pour ne pas trop dénaturer le projet. L'idée directrice est que tout impact sur un chemin classé devra être compensé pour conserver l'intégrité du patrimoine de chemins du village.

- Tourisme

Le CG souhaite que le projet n'entraîne pas une baisse de la fréquentation du tracé de la Sarthe à vélo en raison des nuisances potentielles, visuelles et sonores notamment.

- Biodiversité et espaces naturels sensibles

Le CG indique qu'une vigilance particulière devra être observée à l'endroit de deux espèces : l'*Œdicnème criard* et le *Busard Saint-Martin*.

- Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)

Pas d'objection à formuler au sujet du projet.

- Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Sarthe :

Afin de permettre l'accès des engins de secours, le SDIS demande l'aménagement, à partir de la voie publique, de voies carrossables desservant les aérogénérateurs et le poste de livraison qui présentent les caractéristiques suivantes :

- largeur de la chaussée : 3 m ;
- hauteur disponible : 3,5 m ;
- pente inférieure à 15 % ;
- rayon de braquage intérieur : 11 m ;
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum.

Le SDIS émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet.

2. Délibérations des conseils municipaux

Ci-dessous, la liste des conseils communaux ayant transmis leur délibération :

- Conseil municipal de Vivoin : avis favorable.
- Conseil municipal de Courgains : avis favorable.
- Conseil municipal de René : avis favorable.
- Conseil municipal de Livet-en-Saosnois : avis favorable.
- Conseil municipal de Juillé : avis favorable.
- Conseil municipal de Thoigné : avis favorable.
- Conseil municipal de Doucelles : avis favorable.
- Conseil municipal de Saosnes : avis favorable.
- Conseil municipal de Thoiré-sous-Contensor : avis favorable.
- Conseil municipal de Rouesse-Fontaine : avis favorable.
- Conseil municipal de Piacé : avis favorable.
- Conseil municipal de Saint-Calez-en-Saosnois : avis favorable.
- Conseil municipal de Meurcé : avis favorable.
- Conseil municipal de Chérancé : **avis défavorable**.

3. Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 5 octobre au 9 novembre 2015 inclus, soit durant 36 jours.

Un registre d'enquête publique était disponible en mairie de René. Un autre était disponible en mairie de Thoiré-sous-Contensor.

Au cours de ses permanences, le commissaire-enquêteur a reçu 22 personnes. La majorité des visiteurs étaient membres de l'association « Collectif contre les éoliennes aux Mées et ses environs ». Hormis les membres de cette association, la mobilisation pour cette enquête a été réduite.

Le commissaire-enquêteur a également recueilli :

- 1 tract émanant de l'association « Collectif contre les éoliennes aux Mées et ses environs » déposé dans les deux mairies ;
- 4 remarques orales ;
- 10 remarques écrites sur les registres ;
- 5 documents ;
- 5 courriers.

Dans leur majorité, les intervenants refusent le projet. Les arguments reprennent généralement les thèmes retenus par le Collectif contre les éoliennes, à savoir :

- l'intérêt général n'est pas ou peu pris en compte,
- la mise en place suit un processus non démocratique,
- les seuls bénéficiaires seront les promoteurs, les agriculteurs qui louent une partie de leurs terres pour l'installation des machines et les communautés de communes ;
- les éoliennes sont responsables de nuisances importantes : bruit, paysage, avifaune, chiroptères, maladies, pollution des sols, dévaluation des biens, etc ;
- le bourg de René subira ces nuisances et son intérêt architectural et artistique sera amoindri.

4. Réponses du porteur de projet

Le pétitionnaire a répondu à l'ensemble des remarques et observations issues de l'enquête publique.

5. Conclusions du commissaire-enquêteur

Le commissaire-enquêteur a regroupé les observations par thèmes. Il les a analysées puis confrontées aux éléments fournis par l'exploitant dans son mémoire en réponse pour, *in fine*, élaborer ses propres conclusions.

- Chiroptères et avifaune

L'impact sur les chiroptères et l'avifaune est considéré comme non négligeable par le commissaire-enquêteur. Des mesures sont prises pour quantifier l'impact des machines E1 et E4. La mise en place sur plusieurs années d'un **comptage visant à mesurer l'impact par collision** permettra de vérifier a posteriori la mortalité liée aux éoliennes. Ensuite, la mise en œuvre de mesures de protection et/ou d'aménagements de gîtes ainsi que la mise à disposition d'une provision financière permettront, selon le commissaire-enquêteur de corriger l'impact s'il est avéré.

Le commissaire-enquêteur s'interroge néanmoins sur la fiabilité des comptages et leur mise à disposition du public. **Il regrette aussi que le suivi ne se limite qu'à la zone d'implantation des éoliennes.** Il aurait pu être élargi, selon lui, à toute la zone ouverte du plateau jusqu'à ses bordures avec les hangars et autres bâtiments existants. De manière générale, les mesures compensatoires pourraient être étendues à tout le plateau afin de mieux appréhender les circulations de mammifères et les corridors existants. Cette remarque est valable pour les chiroptères et l'avifaune.

Le commissaire-enquêteur propose enfin que les **travaux sur les chemins et leurs abords aient lieu de juillet à début février** de manière à réduire l'impact potentiel sur la population de perdreaux et autres oiseaux nicheurs au sol (*Edicnème criard*).

- Impact acoustique

Le commissaire-enquêteur approuve la méthode utilisée par le porteur de projet pour mener son étude acoustique. Il prend acte des mesures envisagées pour respecter les émergences réglementaires, à savoir le **bridage et l'arrêt des machines. Une vigilance devra en particulier être observée sur la période 20H-22H.**

- Impact visuel et touristique

Le commissaire-enquêteur considère qu'il n'y a pas antinomie entre le développement économique possible représenté par le parc éolien et le développement touristique de René avec les éléments suivants : ateliers artistiques, restauration des maisons de bourg, animations artistiques, expositions, etc. Néanmoins, selon ses propos, l'éolienne E5 « impose sa masse » dans une perspective composée d'abord de la façade du multiservices, depuis de la petite place de l'ancienne boucherie, de la rue du Temple avec ses maisons décorées, du petit pont, d'une demeure ancienne avec sa grille en fer forgé et les hautes frondaisons qui ferment l'ensemble avec seulement une vue de fuite sur l'impasse menant à l'atelier d'artiste. Le commissaire-enquêteur préconise donc de **limiter la vue de la machine E5 en faisant disparaître sa nacelle de la vue de la rue du Temple à partir du parvis de l'église (réduction de sa taille de mât).**

- Demandes de compensation

Le commissaire-enquêteur estime qu'il faut porter une attention particulière sur le cas de la famille COSNARD et de leur demande. Cette famille souhaite la mise en place de mesures compensatoires telles que la plantation d'une haie sur la parcelle en face de leur habitation ou la modification des accès à leur cour.

Pour la haie masquant la covisibilité du parc éolien avec le clocher de l'église de René, en arrivant par la D67, il faudra envisager de prolonger la haie jusqu'à la route car la partie existante au Pré de René sera insuffisante. Ceci a été envisagé par le maître d'ouvrage.

Le commissaire-enquêteur précise enfin que la convention avec la Chambre d'agriculture devra aussi envisager l'entretien des haies implantées pour la protection visuelle des riverains et assurer la publicité des mesures évoquées dans le rayon de 2 km en relation avec les communes concernées.

6. Avis du commissaire-enquêteur

Le commissaire-enquêteur a rendu un avis favorable au projet, assorti de deux réserves :

- **apporter des précisions sur l'étude acoustique et les mesures compensatoires envisagées dans le but de respecter les émergences réglementaires, notamment dans la période 20H-22H ;**
- **limiter la vue de l'éolienne E5 en faisant disparaître sa nacelle de la vue de la rue du temple depuis le parvis de l'église.**

7. Analyse et propositions de l'Inspection des installations classées

Du point de vue de l'Inspection des installations classées, il se dégage 3 grands types d'enjeux devant être prioritairement traités dans le cadre de ce dossier :

- les enjeux faunistiques, notamment pour ce qui concerne l'avifaune et les chiroptères ;
- les enjeux relatifs aux nuisances sonores ;
- les enjeux paysagers.

1. Enjeux faunistiques

La zone d'implantation du projet est située en plaine cultivée complètement ouverte. La zone présente des habitats peu sensibles. Le maillage de haies est quasiment inexistant certainement du fait des remembrements successifs.

Compte tenu de l'éloignement et de la nature du projet, l'étude d'incidence Natura 2000 présente dans le dossier démontre que l'implantation des éoliennes ne remettra pas en question les objectifs de conservation de ces sites.

Les enjeux faunistiques se situent au niveau de l'avifaune et des chiroptères.

L'analyse des impacts sur l'avifaune fait apparaître un risque faible à modéré pour la plupart des groupes d'oiseaux aux différentes périodes de migration, d'hivernage et de nidification. Néanmoins, l'intérêt patrimonial de l'avifaune est avéré au sein de la zone d'étude, avec la présence d'espèces protégées, rares et/ou menacées. Plusieurs espèces nicheuses inventoriées sont inscrites sur la liste rouge régionale : *Alouette des champs*, *Bruant jaune*, *Linotte mélodieuse*, *Œdicnème Criard* et *Bruant proyer*. Ces deux dernières espèces possèdent un niveau de priorité élevé pour la mise en place d'actions au niveau régional. L'*Œdicnème Criard* est inscrite à l'annexe 1 de la Directive Oiseaux mais seul un couple a été identifié et sa nidification n'a pas été prouvée.

De ce fait, quelques secteurs présentent une sensibilité assez forte : le boisement de feuillus au Nord et les quelques haies et friches arborées.

Comme il n'apparaît pas opportun de créer localement une zone dédiée à la faune avicole nicheuse des zones agricoles ouvertes, la société « Les Vents de Nord Sarthe », s'engage, à titre compensatoire, à planter et entretenir, pendant tout le temps d'exploitation des éoliennes, au moins 200 m de haies en secteur agricole sur le territoire des communes concernées par le projet. L'Inspection propose de valider cette proposition du pétitionnaire.

Lors des travaux de construction, le dérangement peut être facilement évité en effectuant les travaux en dehors de la période de reproduction des espèces concernées. Cela concerne surtout l'*Œdicnème Criard* présent en reproduction sur les zones de culture. **L'Inspection propose donc que les travaux soient réalisés entre juillet et mars.**

La collision directe lors de la mise en service des éoliennes est le facteur de risque majeur. **Un suivi de la mortalité des oiseaux et des chiroptères** sera mené pour déterminer l'impact réel de l'implantation des éoliennes, déterminer les périodes à risque et, en cas de mortalité significative, prendre les mesures pour limiter les impacts. **Le suivi est prévu pendant 1 an pour l'avifaune et pendant 2 ans pour les chiroptères.** Au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation puis une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. **L'Inspection précise que ce protocole devra être conforme au protocole de suivi environnemental de la Direction générale de la prévention et des risques de novembre 2015 relatif aux parcs éoliens terrestres.**

Globalement, les impacts sur l'avifaune peuvent être considérés comme faibles mais une incidence moyennement élevée est signalée sur certains groupes d'oiseaux, essentiellement des oiseaux nicheurs des milieux agricoles. Afin de ne pas regrouper les oiseaux sur un secteur à risque, il n'apparaît pas opportun au pétitionnaire de créer, localement, une zone dédiée à la faune avicole nicheuse des zones agricoles ouvertes au sein de la zone d'implantation. L'Inspection prend acte de cette décision.

Le pétitionnaire propose de réaliser un suivi annuel des mortalités sur 3 ans à compter de la mise en service des éoliennes. Au terme de la période d'observation, en phase d'exploitation donc, des mesures réductrices seraient éventuellement prises : bridage et/ou arrêt des éoliennes en période planifiée et en période nocturne.

Comme le souligne l'Autorité environnementale (AE), les éoliennes E1 et E4 se trouvent proches des lisières arborées, notamment pour ce qui concerne E1. En outre, E2 se situe entre les deux zones de chasse les plus fréquentées de la zone. Pour mémoire, dans son avis, l'AE conclut que le pétitionnaire « *n'a pas retenu un scénario optimal au regard de la préservation des espèces* ».

Pour sa part, le porteur de projet, dans toutes les variantes étudiées, a toujours conclu que le passage migratoire de l'avifaune était diffus et l'activité des chiroptères faible. Il précise également que l'implantation des machines répond à un compromis résultant de la prise en compte des contraintes techniques, de l'impact paysager, etc. C'est la raison pour laquelle E1 et E4 sont situées en-deçà de l'éloignement préconisé de 185 m. L'impact sur les chiroptères a été jugé « localement modéré » pour E1 et « assez modéré » pour E4.

Pour E1, une interaction est possible avec un corridor détecté en paysage ouvert même si l'activité des chiroptères relève d'un niveau modeste selon le pétitionnaire. En outre, toujours selon les propos du porteur de projet, les suivis ne mettent pas en évidence d'échange entre les deux zones de chasse situées de part et d'autre de E2. L'accès de l'une à l'autre se ferait même par des corridors externes à la zone d'implantation.

Par conséquent, dans ce contexte, l'Inspection des installations classées propose d'introduire dans le projet de prescriptions la possibilité de brider les aérogénérateurs, notamment E1, E2 et E4, en fonction des résultats de suivi de mortalité qui seront mis en place dès le début du fonctionnement des installations.

2. Enjeux relatifs aux nuisances sonores

L'étude acoustique initialement déposée, datée du 19 septembre 2013, a été mise à jour en février 2015.

La simulation des niveaux sonores atteints lorsque les éoliennes sont en fonctionnement montre que les émergences réglementaires de l'arrêté du 26 août 2011 sont généralement respectées en période diurne mais qu'une adaptation du mode de fonctionnement est nécessaire la nuit. L'adaptation consiste à réduire le fonctionnement des éoliennes, jusqu'à l'arrêt des machines dans certaines situations. **L'exploitant mettra donc en œuvre un plan de fonctionnement aménagé pour chaque machine comportant des mesures de bridage voire d'arrêt pour les éoliennes.**

L'inspection des installations classées propose de viser ce plan de fonctionnement dans l'arrêté d'autorisation et de donner suite à la demande de l'ARS de faire réaliser, à la mise en exploitation du champ éolien (en pratique, dans les 3 mois qui suivent les phases d'essais et de réception des installations), **une campagne de mesures acoustiques destinée à valider le plan de fonctionnement proposé.** Cette étude devra notamment comprendre une mesure de bruit en période nocturne au niveau des lieux-dits les plus exposés, programmée si possible en présence de vents moyens (de l'ordre de 6 m.s⁻¹). De même, une mesure sur la période 20H-22H sera exigée, le rapport d'étude mentionnant une baisse des niveaux de bruits résiduels durant cette période et, par conséquent, une plus grande sensibilité au risque de dépassement des valeurs limites d'émergence. En cas de non respect des valeurs limites un nouveau plan de fonctionnement devra être proposé, mis en œuvre puis contrôlé à nouveau.

3. Enjeux paysagers

Les caractéristiques paysagères de l'aire d'étude sont marquées par un paysage très ouvert, avec des vues lointaines orientées soit vers le massif de la forêt de Perseigne située au Nord, soit vers les paysages de la Vallée de la Sarthe, plus au Sud.

L'étude paysagère rend compte de l'analyse, sur la base de 5 simulations paysagères, de 3 variantes comportant 10, puis 6, puis 5 éoliennes sur différents secteurs de l'ancienne ZDE. La variante retenue, avec

5 éoliennes, est présentée comme celle de moindre impact au plan paysager, notamment vis-à-vis de l'église de René.

Une étude spécifique a été réalisée sur les covisibilités vis-à-vis de l'église de René et la visibilité depuis le parvis de cette église. Une tierce expertise et une simulation en vraie grandeur (test avec un ballon-sonde pour matérialiser la hauteur des mâts) le 19 février 2015 en présence de l'inspection, du STAP et du Maire de René ont permis de confirmer les conclusions de cette étude.

Ces photomontages ne font pas apparaître d'impacts paysagers ou de covisibilités qui ne seraient pas acceptables. La covisibilité avec le clocher de l'église de René existe néanmoins à l'entrée du bourg par la départementale 67, rapidement effacée par les premières maisons. Pour réduire la covisibilité de l'éolienne avec le clocher de l'église de René à l'entrée du bourg par la D67, le pétitionnaire propose de **densifier la haie existante sur une distance d'au moins 80 m. Cette haie sera doublée d'une haie mixte d'arbres et d'arbustes**. L'Inspection propose d'inscrire cette mesure dans le projet d'arrêté.

Le commissaire-enquêteur préconise également de limiter la vue de la machine E5 en faisant disparaître sa nacelle de la vue de la rue du Temple à partir du parvis de l'église (réduction de sa taille de mât). L'Inspection considère, en s'appuyant notamment sur les photomontages réalisés, sur l'avis favorable du STAP 72 et sur l'absence d'observation sur ce point de la part de l'Autorité environnementale, qu'il n'y a pas lieu de demander au pétitionnaire de modifier ses installations.

Deux parcs éoliens sont installés ou en projet dans un rayon de 10 km autour du projet : Piacé, Juillé, Vivoin (6 éoliennes) à 5,6 km au sud-est et Béthon, Champfleur, Cerisay (4 éoliennes) au nord-ouest en limite de l'aire d'étude éloignée (10,2 km). L'analyse de la saturation visuelle a été menée selon la méthode préconisée par la région Centre. Elle porte à la fois sur les éoliennes du projet, du parc éolien de Juillé, Piacé, Vivoin et de celui de Cherisay, Champfleur, Béthon. Cette approche conclut qu'il n'y aura pas de saturation visuelle.

Le commissaire-enquêteur estime qu'il faut porter une attention particulière sur le cas de la famille COSNARD et de leur demande de compensation. Cette famille souhaite en effet la mise en place de mesures compensatoires telles que la plantation d'une haie sur la parcelle en face de leur habitation ou la modification des accès à leur cour. Pour ce qui concerne les impacts visuels particuliers, l'Inspection souhaite faire figurer dans le projet d'arrêté d'autorisation la possibilité, sur demande de riverains et aux frais de l'exploitant, de **créer 500 m linéaires de haies dans un rayon de 2 km** autour des éoliennes (proposition du porteur de projet). Ceci permettra de traiter des situations personnelles mais ne doit pas être interprété comme une mesure compensatoire absolument essentielle au projet.

L'inspection propose de reprendre la préconisation du CG 72 dans le projet d'arrêté et de prescrire une **surveillance de la continuité du chemin rural 2 sur la commune de René** (classé au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnées depuis 2010) **ainsi que son ouverture aux modalités de randonnées permises par la commune**.

4. Accessibilité des installations

Les prescriptions du SDIS sont reprises dans le projet d'arrêté.

8. Conclusions

L'Inspection des installations classées, compte tenu d'une part de l'analyse de la demande d'autorisation, d'autre part des avis émis lors de l'instruction de cette demande, propose la délivrance de l'autorisation d'exploiter, sous réserve du respect des prescriptions prévues dans le projet d'arrêté joint au présent rapport. Ces prescriptions précisent et complètent les prescriptions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et relatif à la remise en état et à la constitution de garanties financières pour ces installations.

Vu la demande d'autorisation présentée par la société Les Vents de Nord-Sarthe en vue d'exploiter un parc éolien sur le territoire des communes de René et Thoiré-sous-Contensor ;

Considérant que le projet est compatible avec le schéma régional éolien des Pays de la Loire ;

Considérant que l'instruction réglementaire de la demande n'a pas fait apparaître d'incompatibilités du projet avec son environnement ;




Considérant qu'en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les prescriptions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 précités nécessitent d'être complétées par des prescriptions spécifiques concernant notamment :

- la réalisation des travaux hors périodes sensibles pour l'avifaune ;
- la mise en œuvre d'un plan de fonctionnement aménagé (bridage et arrêt) des éoliennes afin de respecter les valeurs limites des niveaux sonores ;
- la mise en œuvre d'un plan de fonctionnement aménagé (bridage) des éoliennes E1, E2 et E4 en fonction des résultats des suivis de mortalité et afin de prévenir le risque de collision des chiroptères avec les machines ;
- le suivi environnemental des chiroptères et de l'avifaune ;
- les mesures acoustiques relatives au fonctionnement des installations ;
- la création et la densification de haies ;
- la conservation d'un chemin de randonnées ;
- l'accessibilité des installations ;

Considérant que les prescriptions proposées dans le projet d'arrêté joint au présent rapport sont de nature à prévenir les dangers ou inconvénients susceptibles d'apparaître du fait de l'exploitation des installations ;

Nous proposons à Madame la Préfète de la Sarthe d'accorder l'autorisation sollicitée dans les conditions définies par le projet d'arrêté préfectoral joint, après avoir recueilli l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

REDACTEUR L'inspecteur de l'environnement,  François-Xavier DUBAN	VERIFICATEUR L'inspectrice de l'environnement,  Émilie SAUSSEREAU
<p>VALIDE et TRANSMIS à Madame la Préfète P/La Directrice et par délégation Le Chef de l'Unité départementale,</p>  Gilles LEDOUX	

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N ° du portant autorisation d'exploiter
(Livre V, titre 1er du Code de l'Environnement)**

Installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent

Société LES VENTS DE NORD-SARTHE à René et Thoiré-sous-Contensor

LA PRÉFÈTE DE LA SARTHE

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu la demande de la société LES VENTS DE NORD-SARTHE, filiale de la société ABO WIND FRANCE, dont le siège social est sis à Toulouse en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance totale de 10 MW ;

Vu l'avis de l'Autorité environnementale en date du 19 mai 2015 ;

Vu le registre d'enquête et le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Vivoin, Courgains, René, Livet-en-Saosnois, Juillé, Thoigné, Doucelles, Saosnes, Thoiré-sous-Contensor, Rouesse-Fontaine, Piacé, Saint-Calez-en-Saosnois, Meurcé, Chérancé ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées en date du ;

Vu l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur en date du ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

CONSIDÉRANT que les communes de René et Thoiré-sous-Contensor font partie de la liste des communes retenues pour la zone favorable au développement de l'énergie éolienne du Schéma Régional Eolien annexé au Schéma Régional Climat Air Energie de la région Pays de la Loire approuvé par arrêté du 8 janvier 2013 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe ;

Arrête

Article 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société LES VENTS DE NORD-SARTHE, filiale de la société ABO WIND FRANCE, dont le siège social est situé à Toulouse, 2, rue du Libre échange, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de René et Thoiré-sous-Contensor, les installations détaillées dans les articles 2 et 3.

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.	5 aérogénérateurs dont la hauteur de mât est de 100m (148,50 m de hauteur en bout de pale).	A*

*A : installation soumise à autorisation

Article 3 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Installation	Coordonnées Lambert II étendu		Commune	Parcelles
	X	Y		
E 1	442 464	2 368 926	Thoiré sous Contensor	ZA 31
E 2	442 191	2 369 052	Thoiré sous Contensor	ZA 18b
E 3	441 780	2 368 382	René	ZB 5
E4	441 583	2 368 654	Thoiré sous Contensor	ZA 5
E 5	441 412	2 368 095	René	ZB 13

Article 4 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 5 - Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R.553-1 à R.553-4 du code de l'environnement par la société LES VENTS DE NORD-SARTHE s'élève à 250 000 €.

L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des

garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

$$M(n) = 200.000 \times \left[\frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_0} \times \frac{1 + \text{TVA}}{1 + \text{TVA}_0} \right] \text{ €}$$

où :

M(n) est le montant exigible à l'année n.

Index_n est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie.

Index₀ est l'indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011.

TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie.

TVA₀ est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 2011, soit 19,60 %.

Article 6 - Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysages)

I - Protection des chiroptères et de l'avifaune

Afin de réduire le risque de collision pour les espèces ayant une activité à proximité des aérogénérateurs E1, E2 et E4 notamment, les conditions de fonctionnement de ces derniers pourront être ajustées (bridage) selon les résultats des suivis de mortalité.

Sans préjudice du respect de la réglementation sur le balisage des aérogénérateurs, le fonctionnement de toute source lumineuse susceptible d'attirer les chiroptères en période de chasse est interdit.

II - Protection du paysage

L'exploitant met en place, lorsque cela s'avère nécessaire, un plan d'aménagement autour des installations visant à créer des haies bocagères et d'arbres destinés à compenser certains impacts paysagers particuliers. Ce plan d'aménagement est transmis avec sa justification, avant exécution, à l'Inspection des installations classées.

L'ensemble des frais induits par les études et les réalisations paysagères est pris en charge par l'exploitant.

Article 7 - Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Les travaux de terrassement sur site dans la phase chantier sont réalisés entre les mois de juillet et mars afin de respecter la période de reproduction et de nidification de l'avifaune. L'exploitant met en oeuvre un accompagnement par un écobiologue et respecte les recommandations de ce dernier sur toute la durée du chantier.

Les conditions d'exploitation des éoliennes et des réseaux électriques touchant le domaine public, les dessertes du chantier, les accès aux routes départementales, les liaisons électriques inter-éoliennes, les raccordements au réseau ERDF font l'objet de conventions passées avec le gestionnaire du réseau routier visant à réduire les risques pour la sécurité publique. Les accords intervenus avec le Conseil Départemental et les municipalités concernant l'usage des infrastructures routières publiques sont tenus à la disposition du préfet et de l'inspection des installations classées.

Article 8 - Autres mesures de suppression, réduction et compensation

I - Prévention des nuisances sonores

Afin de respecter les valeurs limites fixées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées, **l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement aménagé pour chaque machine comportant des mesures de bridage ou d'arrêt des aérogénérateurs**. Le plan de bridage ou d'arrêt est remis à l'Inspection des installations classées avant la mise en service des installations.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées les enregistrements justifiant le respect du plan de fonctionnement déposé.

II - Risques

Les dispositions de la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011 précité concernant les risques sont complétées par les dispositions suivantes :

- l'accès des engins de secours doit être rendu possible à tout moment en aménageant à partir de la voie publique une voie carrossable desservant les aérogénérateurs et le poste de livraison ;
- les caractéristiques de ces voies devront être :
 - largeur de chaussée : 3 m
 - hauteur disponible : 3,50 m
 - pente inférieure à 15 %
 - rayon de braquage intérieur : 11 m
 - force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum
- des moyens de premiers secours (extincteurs) sont situés dans ou à proximité du poste de livraison ;
- des consignes indiquant le numéro des sapeurs pompiers (18 ou 112), les dispositions à prendre en cas d'accident ou de sinistre et le numéro d'appel du service chargé de l'entretien et de l'exploitation des installations sont affichées sur un support inaltérable à l'extérieur de chaque aérogénérateur et du poste de livraison.

III – Préservation du patrimoine paysager

Pour réduire la covisibilité de l'éolienne avec le clocher de l'église de René à l'entrée du bourg par la D67, l'exploitant densifie la haie existante sur une distance d'au moins 80 m. Cette haie sera doublée d'une haie mixte d'arbres et d'arbustes.

Pour ce qui concerne les impacts visuels particuliers, sur demande de riverains et aux frais de l'exploitant, la création de 500 m linéaires de haies dans un rayon de 2 km autour des éoliennes pourra être envisagée, après validation par l'Inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure en permanence de la continuité du chemin rural 2 sur la commune de René (classé au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnées depuis 2010) ainsi que de son ouverture aux modalités de randonnées permises par la commune.

Article 9 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article 10 - Auto surveillance

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto surveillance complémentaire défini au présent article.

I - Auto surveillance des niveaux sonores

Dans les 3 mois qui suivent les phases de test et de réception de l'ensemble des installations permettant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, **l'exploitant engage la réalisation, à ses frais, d'une mesure des niveaux d'émission sonore** par une personne ou un organisme qualifié.

Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Les emplacements de mesure sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Cette étude devra notamment comprendre une mesure de bruit en période nocturne au niveau des lieux-dits les plus exposés, programmée si possible en présence de vents moyens (de l'ordre de 6 m.s^{-1}) et, en particulier, des mesures sur la période 20H-22H.

Le contrôle est réalisé dans des conditions de fonctionnement prenant en compte le **plan de fonctionnement** (bridage ou arrêt) des installations prévu à l'article 8-I du présent arrêté.

Les résultats de la campagne de mesures sont transmis dans les **3 mois** suivant la fin de cette campagne à l'Inspection des installations classées avec les commentaires et propositions éventuelles d'aménagement du plan de fonctionnement.

La mise en place effective du plan de fonctionnement doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.

Ce contrôle initial est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs ponctuels que l'Inspection des installations classées pourra demander.

II - Suivi environnemental

Dès le début de l'exploitation industrielle du site, l'exploitant réalisera un suivi, **pendant 1 an**, de l'activité de l'avifaune sur le site et, **pendant 2 ans**, de l'activité des chiroptères.

Au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation puis une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les suivis écologiques seront directement adressés aux services de la Direction Départementale des Territoires en parallèle de l'envoi fait à l'Inspection des installations classées.

Article 11 - Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 10, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'Inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition à l'Inspection des installations classées.

Article 12 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de 4 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 13 - Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R.553-5 à 553-8 du code de l'environnement pour l'application de l'article R.512-30, lors de l'arrêt définitif de l'installation précisée à l'article 1 du présent arrêté, les terrains seront remis en état conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 précité et au dossier de demande d'autorisation d'exploiter de manière à en permettre l'utilisation dans le cadre des activités agricoles présentes sur le site.

Article 14 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairies de René et Thoiré-sous-Contensor pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires des communes de René et Thoiré-sous-Contensor feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Sarthe l'accomplissement de cette formalité. Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société LES VENTS DE NORD-SARTHE.

Une copie dudit arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture de la Sarthe et aux frais de la société LES VENTS DE NORD-SARTHE dans deux journaux diffusés dans le département de la Sarthe.

Article 15 - Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe, la Sous-préfète de l'arrondissement de Mamers, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux Maires des communes de René et Thoiré-sous-Contensor et à la société LES VENTS DE NORD-SARTHE.

